

L'approfondissement de l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest et son impact pour la Côte d'Ivoire

Ministère de l'Economie et des Finances
et

Fondation pour les Etudes et Recherches sur le Développement International

L'intégration par les infrastructures

Patrick Plane

Directeur de recherches au CNRS

24 -25 Novembre 2014



CENTRE D'ETUDES ET DE RECHERCHES SUR LE DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL



Les infrastructures et la politique régionale

I- Etat des lieux : l' Afrique en général

- ❑ En comparaison des autres régions en développement, **importants retards des infrastructures**. Le coût des services infrastructurels de deux à trois fois plus élevé qu'ailleurs dans les PVD.
- ❑ **Situations variées** selon les pays et le type d'infrastructure. Entre 1990 et 2005, +0,5 point de croissance du PIB/h lié aux télécommunications. En revanche, l'énergie a pesé négativement sur la dynamique économique.
- ❑ Besoin de financement pour le rattrapage: **environ 100 milliards de \$/an**, plus de 2,5 fois l'estimation de 2005 de la Commission pour l'Afrique.



Les infrastructures et la politique régionale

I- Etat des lieux : l' Afrique en général

- ❑ **L'électricité : réduction de la croissance de 1% à 2% par an.** Le Sénégal, emblématique de l'exaspération des populations et entreprises envers les dysfonctionnements. Le coût de l'électricité **altère la compétitivité** sous une forme qui ne transparait pas forcément dans l'IPC/CPI. Cela **pénalise l'intégration, la diversification** des systèmes productifs. Barrières à l'entrée (TPE-PME) qui s'ajoutent aux handicaps géographiques, barrières pour la formalisation de l'informel.
- ❑ **Les télécommunications: Le fossé numérique *n'est pas comblé*,** en particulier dans les économies enclavées, même si **la téléphonie cellulaire** a contribué à le réduire. L'accès et les conditions en termes de **coût à internet haut débit demeurent souvent prohibitifs**, mais la situation évolue favorablement : câblages, fibre optique, haut débit...



Les infrastructures et la politique régionale

I- Etat des lieux : l' Afrique en général

Logistiques de transport. Infrastructure physique compte (**hard infrastructure**), mais également son utilisation (**soft infrastructure**), ce dont témoigne l'indice de performance logistique de la Banque mondiale (délais de dédouanement, traitement des marchandises....). L'indice des pays de l'UEMOA est dans la bonne moyenne africaine.

Les infrastructures portuaires et routières participent de la capacité à embrasser la mondialisation, à s'insérer dans des flux d'échanges qui sont moins sur les produits, dont le prix diminue en dollars courants, que sur des composants (biens intermédiaires). Les coûts du transport routier, excessivement élevés, pénalisent **l'exportation des pays enclavés.**



Les infrastructures et la politique régionale

II- Etat des lieux : Côte d'Ivoire

L'électricité : une audace gagnante

- ❑ Le secteur est l'un **des plus performants** de la sous-région.
- ❑ 1989 - 90, un des premiers pays à « privatiser » le secteur en AFSS.
- ❑ **Articulation institutionnelle**: Société des énergies de CI (CI-énergies), autorité de régulation (ANARE), la CIE, les **producteurs indépendants** : CIPREL, Azito, Aggreko, producteurs de gaz naturel (AFREN, Foxtrot, Canadian Natural Ressources).
- ❑ Le recours aux producteurs privés indépendants a permis de couvrir la demande et de positionner la CI comme **exportateur net** dans la sous-région (Burkina Faso, Ghana, Bénin, Togo, Mali).



Les infrastructures et la politique régionale

II- Etat des lieux : Côte d'Ivoire

Télécommunications: Libéralisation et concurrence

Abonnés au téléphone: 19 millions, 45% des ménages en 2009.... 3 600 emplois directs.

- 6 Opérateurs de téléphonie mobile : MTN-CI , Orange-CI, Moov Atlantique Télécom, KOZ, Green, Café mobile...
- 2 Opérateurs de téléphonie fixe : Côte d'Ivoire , MTN
- Fournisseurs d'accès Internet et prestataires de services à valeur ajoutée
- **Institutions** : ARTCI, AIGF (fréquences), ANSUT (Services Univ)



Télécommunications et NTIC 2013 (UIT)

	Lignes fixes % habitants	Cellulaires % habitants	Large bande fixe/filaire -% hts	% utilisateurs internet
Bénin	1,54	93,26	0,04	4,90
Burkina	0,81	66,38	0,08	4,40
Côte d'ivoire	1,34	95,45	0,28	2,60
Mali	0,75	129,07	0,02	2,30
Niger	0,56	39,29	0,04	1,70
Sénégal	2,43	92,93	0,76	20,90
Togo	0,92	62,53	0,10	4,60

Les infrastructures et la politique régionale

II- Etat des lieux : Côte d'Ivoire

Infrastructures routières et portuaires: des retards à combler

- Insuffisance du **réseau de routes** asphaltées ou non...
- Les entreprises perçoivent le transport comme une **contrainte majeure** pour le développement des affaires
- Problème sur la qualité d'utilisation des infrastructures (**observatoire pratiques anormales- OPA**)
- Sur les dix dernières années, **le port d'Abidjan** a perdu de son influence (Tema, Lomé, Cotonou), mais le rattrapage est là...



Indicateurs relatifs au réseau routier

Milieu des années 2000 Sources: WB Foster/Pushak 2011	Pays faible revenu	Côte d'Ivoire	Pays revenu intermédiaire
Densité du réseau de routes classées (Km / 1 000Km²)	88,2	80,0 →	278,4
Qualité, bonne ou acceptable des routes asphaltées	86,2	79,9	82,0
Qualité, bonne ou acceptable des routes classées non asphaltées	38,5	47,0 →	74,7
Perception, qualité de transport % des firmes <i>contrainte majeure</i>	27,6	38,2 →	18,2
% Population à moins de 2 km de pistes praticables toute l'année	23,1	32,2	31,5

Les caractéristiques des principaux ports de l'Afrique de l'ouest

Rubriques	Dakar	Abidjan	Tema	Lomé	Cotonou
Plan d'eau	177 ha	1092 ha	170 ha	81 ha	60 ha
Longueur de façade maritime	700 km	500 km	2 km	55 km	120 km
Tirant d'eau	11,6 km	11,7 km	11,5 km	14 km	10 km
Linéaire de quai	10 km	6 km	2,8 km	2,7 km	2,0 km
Capacité d'accueil de navires	46	60	14	10	12
Plate forme	326 ha	2500 ha	390 ha	900 ha	1000 ha
Connexion voie ferroviaire	Avec le Mali	Avec le Burkina	Accra, Kumasi, Sekondi...	Voie ferrée interne	Avec le Niger
Délais d'attente en rade	1,7 h	2 à 4h	12 à 14 h	25h	48 à 60h
Cadence de traitement des conteneurs	62EVP/h 30/32EVP	45 à 60 EVP/h	30 à 40 EVP/h	30 EVP/h	25 à 30 EVP/h



Les infrastructures et la politique régionale

III- La Côte d'Ivoire dans ses interactions régionales

- ❑ **Densifier les infrastructures** (hard infrastructure), mais garantir également leur **bonne utilisation** (soft infrastructure).
- ❑ **La Côte d'Ivoire a un rôle central** pour la sous-région en raison de son poids économique, mais également de son positionnement géographique qui conditionne la fluidité et les coûts de transaction pour les **échanges de l'hinterland**.
- ❑ Améliorer la **qualité fonctionnelle du port**: pratiques de dédouanement, libre circulation des marchandises le long des corridors (WB: Indice de logistique 56% d'efficacité en 2014).



Les infrastructures et la politique régionale

III- La Côte d'Ivoire dans ses interactions régionales

- ❑ **La qualité des infrastructures portuaires et routières.** Garantir la dotation budgétaire suffisante du fonds routier pour sécuriser le maintien de l'infrastructure et le cas échéant permettre sa réhabilitation.
- ❑ Donner davantage d'effectivité à la **Convention sur le transit routier inter-Etats** des marchandises entre les Etats de la CEDEAO (mai 1982). Au-delà de l'accord cadre, la lenteur de mise en œuvre des accords bilatéraux entre Etats....
- ❑ **La région** est l'espace idoine pour des **investissements coordonnés** qui ont la propriété de biens publics et peuvent générer des effets de club.



Les infrastructures et la politique régionale

III- La Côte d'Ivoire dans ses interactions régionales

- Dans le **secteur énergétique**, promouvoir les **interconnexions** par de **bonnes infrastructures de transport**,
- L'interconnexion** élargit le marché et baisse potentiellement le coût pour les Etats des producteurs indépendants : partage des risques avec les opérateurs privés (Clause : **Take or Pay**).
- Dans cette perspective, le **renforcement des institutions**, notamment au niveau de la **réglementation**, est indispensable pour sécuriser les conditions d'approvisionnement: **confiance et efficacité**.
- Des institutions existent déjà, mais leur animation doit être amplifiée (énergie: EEEOA, ARREC, AGAO).



Merci de votre attention



CENTRE D'ETUDES ET DE RECHERCHES SUR LE DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL

